

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 9 MAI 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION N° 22/296 BAIL COMMERCIAL CONSENTI A LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE PAR LA SAS FONCIA TOULON RELATIF A UN LOCAL SIS 12 QUAI SATURNIN FABRE - COMMUNE DE LA SEYNE- SUR-MER - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Christian SIMON, M. Jean-Pierre COLIN.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/296

BUREAU DU 9 MAI 2022

**O B J E T : BAIL COMMERCIAL CONSENTI A LA METROPOLE
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE PAR LA SAS
FONCIA TOULON RELATIF A UN LOCAL SIS 12 QUAI
SATURNIN FABRE - COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-
MER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le bail commercial ci annexé,

CONSIDERANT que les services transports de la Métropole ont sollicité la SAS FONCIA Toulon afin de pouvoir occuper un local en rez-de-chaussée avec vitrine sis à La Seyne-sur-Mer, Ilot B, 12, quai Saturnin Fabre, afin d'y accueillir l'agence commerciale pour le réseau des bus,

CONSIDERANT que la SAS FONCIA Toulon a proposé à la Métropole d'occuper les lieux par le biais d'un bail commercial consenti pour une durée de 9 ans à compter du 1^{er} avril 2022 moyennant un loyer annuel de 6 750 € en principal indépendamment des charges,

CONSIDERANT qu'il convient dès lors de procéder à la signature du contrat de bail entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la SAS FONCIA Toulon,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer le bail commercial délivré par la SAS FONCIA Toulon pour une durée de 9 ans à compter du 1^{er} avril 2022 moyennant un loyer annuel de 6 750 € en principal indépendamment des charges.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération N° 42200 article N° 6132 pour le loyer, budget Transports (01).

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 9 mai 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0



RENOUVELLEMENT DE BAIL COMMERCIAL

ENTRE LES SOUSSIGNES:

FONCIA TOULON, S.A.S. immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULON sous le numéro 308174523, dont le siège social est situé 560 AVENUE DU MARECHAL FOCH 83000 TOULON titulaire de la carte professionnelle n° G CPI 83052016000009578. délivrée par la préfecture du VAR assurée en responsabilité civile professionnelle par GALIAN - 89 RUE DE LA BOETIE PARIS agissant en vertu d'un mandat inscrit au registre des mandats sous le numéro 18365, représentée par Cédric BOURRIE, Président, lui-même représenté aux fins des présentes par Nora LACHESNAIS, Directrice de Gestion Locative, et agissant en qualité de mandataire de l'Indivision FELUT comprenant :

- Monsieur Didier FELUT, né le 09/11/1954 à FONTANAY SOUS BOIS (94), domicilié 29 AVENUE JULIEN BELFORT, 83500 LA SEYNE SUR MER
- Monsieur Michel FELUT, né le 08/03/1945 à LA SEYNE SUR MER (83), domicilié LA BELLE AIGUELONGUE, 74 ALLEE YVES TANGUY, 34090 MONTPELLIER
- Madame Danielle ARNAULT née FELUT le 13/12/1939 à TOULON (83), domiciliée 25 BASTIDE DU CLOS ST ELME, RES. LES PINS ROLLAND, 83430 SAINT MANDRIER

ci-après dénommé "LE BAILLEUR"

D'UNE PART,

ET

La METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANNEE, domiciliée 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON cedex, représentée en la personne de Président Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la décision du Bureau Métropolitain n°

ci-après dénommé "LE PRENEUR"

D'AUTRE PART,

EXPOSE PREALABLE

Suivant acte sous seings privés en date du 12/03/2004, le BAILLEUR a fait bail et donné à loyer à COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TOULON PROVENCE MEDITERRANNEE, au droit duquel se trouve désormais METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANNEE, pour une durée de trois, six ou neuf années entières et consécutives qui ont commencé à courir le 15/11/2003 pour se terminer le 14/11/2012, divers locaux dépendant d'un immeuble sis :

**ILOT B
12 QUAI SATURNIN FABRE
83500 LA SEYNE SUR MER**

Ce bail a été consenti suivant diverses clauses, charges et conditions, et notamment moyennant un loyer principal annuel de 4 212 Euros à sa date d'effet, avec en supplément diverses sommes pour impôts, taxes et prestations.

RENOUVELLEMENT

Le bail sus rappelé est renouvelé d'un commun accord dans les conditions suivantes.

DESIGNATION :

Lot N°5 : Un local sis en rez-de-chaussée avec vitrine, composé d'une pièce avec vitrine.

ainsi que lesdits lieux existent et comportent, sans aucune exception ni réserve et sans qu'il soit nécessaire d'en faire plus ample désignation à la requête expresse du PRENEUR qui déclare parfaitement les connaître pour les occuper déjà.

DESTINATION DES LIEUX LOUES :

Les locaux doivent être affectés exclusivement pour les activités suivantes :

Les locaux devront être occupés par le délégataire de service public de transport en commun (actuellement la SA RMTT) pour les activités suivantes : « AGENCE COMMERCIALE POUR LE RESEAU DES BUS ».

ainsi que cela résulte du bail expiré.

Le BAILLEUR ne confère au PRENEUR aucune exclusivité et se réserve le droit de louer tous autres locaux dans l'immeuble pour toutes utilisations commerciales, industrielles, ou artisanales mêmes similaires.

DUREE :

Le présent renouvellement est conclu et accepté pour une durée de 9 ans (Neuf ans) qui commencera à courir le 01/04/2022 (Premier avril deux mille vingt-deux) pour se terminer le 31/03/2031 (trente-et-un mars deux mille trente-et-un).

Le PRENEUR pourra y mettre fin à l'issue de chaque période triennale dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

LOYER

Le loyer est porté à la somme annuelle de 6 750 € (six mille sept cent cinquante euros) en principal indépendamment des charges.

Les conditions du paiement sont inchangées.

REVISION DE LOYER :

Clause d'Echelle Mobile

Le loyer ci-dessus fixé sera soumis à l'indexation annuelle qui ne pourra, en aucun cas, être confondue avec la révision légale des loyers. En conséquence, ledit loyer sera réajusté de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité judiciaire ou extrajudiciaire, chaque année pour prendre effet à la date anniversaire, soit chaque premier avril proportionnellement à la variation de l'indice des loyers commerciaux (ILC), publié par l'I.N.S.E.E.

Sera retenu comme indice de référence initial le dernier indice publié lors de la prise d'effet du présent renouvellement, soit l'indice brut du 4^{ème} trimestre 2021 s'élevant à 118.59.

L'indice de comparaison servant au calcul de la révision sera celui du même trimestre des années suivantes.

La première indexation du loyer aura lieu à la date anniversaire, soit le 01/04/2023 et sera immédiatement exigible.

A l'expiration des première et deuxième périodes triennales, les parties établiront un avenant constatant le prix du loyer découlant de la présente clause d'échelle mobile. Les frais et honoraires des avenants seront supportés par le PRENEUR.

DEPOT DE GARANTIE :

NEANT

CHARGES ET CONDITIONS :

Le présent renouvellement est consenti et accepté sous les charges et conditions du bail en date du 12/03/2004 et en conformité à la loi N° 2014-626 du 18 juin 2014 et son décret N°2014-1317 du 3 novembre 2014.

Le BAILLEUR communique au PRENEUR :

Lors de la signature des présentes :

- Un état prévisionnel des travaux qui devraient être réalisés dans les trois années suivantes assorti du budget prévisionnel (ANNEXE 2).
- Un état récapitulatif des travaux réalisés dans les trois années précédentes précisant leur coût (ANNEXE 2).
- Un inventaire précis et limitatif des catégories des charges, impôts, taxes et redevances comportant l'indication de leur répartition entre le BAILLEUR et le PRENEUR (ANNEXE 1).
- Un état de la répartition des charges où figure également, si nécessaire, la répartition des charges ou des coûts des travaux entre les différents locataires occupant l'immeuble (ANNEXE 3).

En cours de bail, le BAILLEUR informera le Locataire de tout élément susceptible de modifier la répartition des charges ci-dessus.

Et tous les trois ans :

- Un état prévisionnel des travaux qui devraient être réalisés dans les trois années suivantes assorti d'un budget prévisionnel (ANNEXE 2).
- Un état récapitulatif des travaux réalisés dans les trois années précédentes précisant leur coût (ANNEXE 2).

ASSURANCES :

Le PRENEUR devra justifier à toute réquisition du BAILLEUR ou de son mandataire de l'existence et des termes des polices d'assurance ainsi que de l'acquit des primes.

SINISTRE :

Le BAILLEUR informe le PRENEUR, en application de l'article L.125-5 du code de l'environnement qu'à sa connaissance les locaux loués n'ont pas fait l'objet d'un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L.125-2 ou de l'article L.128-2 du code des assurances.

CLAUSES PARTICULIERES :

Si l'immeuble est sous le régime de la copropriété ou s'il existe un règlement intérieur, il est convenu que les clauses de ces actes non contraires aux dispositions du présent renouvellement s'imposeront au PRENEUR.

ENREGISTREMENT :

Les parties déclarent ne pas soumettre les présentes à la formalité de l'enregistrement, se réservant la faculté d'y procéder ultérieurement à la demande d'une des parties. En ce cas, les frais et droits correspondants seront supportés par le PRENEUR.

FRAIS :

Tous les frais droits et honoraires du présent renouvellement ou qui en seraient la suite sont à la charge du PRENEUR. Le service d'avis d'échéance sera facturé 10.46€ par terme. Cette somme variera en fonction du tarif d'affranchissement, sur la base du tarif en vigueur.

ELECTION DE DOMICILE :

Pour l'exécution des présentes, le BAILLEUR fait élection de domicile en sa demeure et le PRENEUR dans les lieux loués.

FICHIER INFORMATIQUE :

Consentement **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TPM**

- ☐ **Oui**, j'autorise seulement Foncia Groupe et ses filiales à me tenir informé(e) de leurs offres (voir mentions détaillées ci-dessous)

☐ **Oui**, j'autorise Foncia Groupe et ses filiales, pour améliorer leur connaissance client et leurs offres de services, à analyser mes données personnelles (voir mentions détaillées ci-dessous)

☐ **Oui**, j'autorise aussi les partenaires de Foncia Groupe à me tenir informé(e) de leurs offres (voir mentions détaillées ci-dessous)

Les données à caractère personnel recueillies par FONCIA TOULON, S.A.S., filiale de Foncia Groupe, responsable du traitement, font l'objet d'un traitement automatisé pour les besoins de l'exécution de la gestion des biens immobiliers et des clients, et la réalisation d'opérations relatives à la prospection.

Ces données sont destinées à Foncia Groupe.

Certaines peuvent être transmises aux autres entités du Groupe, ou à des partenaires, à des fins de prospection dans le cadre des activités liées à l'exécution du présent contrat ou la communication de services analogues.

Si vous recevez, de la part de Foncia Groupe ou ses autres entités, des offres pour des services directement liés à votre contrat ou vos demandes, vous disposerez systématiquement de la faculté de vous désinscrire des communications-support de l'envoi de ces offres.

Elles seront conservées durant toute la durée de la relation commerciale et pendant une durée maximale de 5 ans à compter de la fin de la relation commerciale conformément à l'article 2224 du code civil et à l'article L561-12 du code monétaire et financier relatif à l'obligation de conservation des informations des clients dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Les registres légaux tenus par FONCIA TOULON, S.A.S. doivent être conservés pendant dix ans (articles 53, 65 et 72 du décret du 20 juillet 1972).

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dans sa version en vigueur et au Règlement européen (UE) 2016/679, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, de limitation et de suppression des informations vous concernant - à formuler auprès de Foncia Groupe en contactant directement FONCIA TOULON, S.A.S. à l'adresse mail suivante : toulon@foncia.fr ou le délégué à la protection des données (DPO) à l'adresse mail suivante : dpo@foncia.fr.

Vous disposez également du droit de faire une réclamation auprès de la CNIL, sur son site internet ou par voie postale CNIL - 3 Place de Fontenoy TSA 80715 - 75334 PARIS Cedex 07.

Fait à TOULON, le
En 2 exemplaires,

LE PRENEUR

LE BAILLEUR

Mots rayés nuls :
Lignes rayées nulles :

CATEGORIE DE CHARGES, TAXES ET ACCESSOIRES	PRESTATIONS CONCERNEES	Preneur	Bailleur
FLUIDES	Frais de consommation de chauffage, eau, climatisation, électricité, et tous autres fluides	X	
	Abonnement et frais des fluides	X	
	Les menues réparations portant sur l'immeuble ou l'ensemble immobilier et de tous leurs équipements, des appareils de levage (ascenseurs, monte-charges, ..), des groupes électrogènes, des installations électriques, des canalisations et généralement de tous équipements concourant au bon fonctionnement et à la sécurité des Locaux Loués et de l'ensemble immobilier.	X	
TRAVAUX OU REPARATIONS	Les grosses réparations de l'article 606 du Code civil (1)		X
	Les travaux d'amélioration, de modernisation, de réfection et de remplacement de l'immeuble et de tous ses équipements ainsi que les travaux d'embellissements dont le montant excède le coût du remplacement à l'identique	X	
	Force majeure (à l'exception des grosses réparations entrant dans le cadre de l'art 606 du Code Civil)	X	
	Vices cachés (à l'exception des grosses réparations entrant dans le cadre de l'art 606 du Code Civil)	X	
	Vétusté (à l'exception des grosses réparations entrant dans le cadre de l'art 606 du Code Civil)	X	
	Ravalement dans son intégralité, en ce compris les frais d'installation de l'échafaudage, à l'exception des grosses réparations entrant dans le cadre de l'art 606 du Code Civil	X	
	Si les Locaux loués ne comportent pas de compteur individuel d'eau, de gaz ou d'électricité le Bailleur se réserve le droit d'exiger à tout moment de la location la pose d'un compteur individuel. Le Preneur aura à supporter tous les frais de modification, d'installation, de pose, d'honoraires et de fourniture de conduite et de compteurs, avec tous les accessoires.	X	
	Les honoraires techniques et les frais d'études préalables ne concernant pas les grosses réparations de l'article 606 du Code Civil	X	
	Les honoraires des architectes, des bureaux d'étude, de contrôle, les rapports des différents intervenants comme les ingénieurs bétons à l'exclusion de ceux liés à la réalisation des grosses réparations de l'article 606	X	
	L'ensemble des diagnostics, notamment environnementaux, performance énergétique.	X	
	Renouvellement des réseaux communs	X	

ENTRETIEN	Les frais de nettoyage, d'entretien des locaux loués et de l'immeuble (et notamment les parties communes) en ce compris l'ensemble des éléments techniques et du matériel.	X	
	Les frais d'entretien et de maintenance ainsi que l'exploitation des appareils de production d'énergie, de chauffage et de climatisation	X	
	Les frais d'entretien et de maintenance des appareils de levage (ascenseurs, monte-charges, ..), des groupes électrogènes, des installations électriques, des canalisations et généralement de tous équipements concourant au bon fonctionnement et à la sécurité des Locaux Loués et de l'ensemble immobilier,	X	
	Les frais d'acquisition et de renouvellement de la décoration végétale s'il en existe ou de petit mobilier, ainsi que les frais d'entretien des espaces verts intérieurs et extérieurs, les frais d'entretien des VRD, le cas échéant,	X	
	Toutes les dépenses de fonctionnement des services généraux des Locaux Loués et de l'ensemble immobilier.	X	
MISE EN CONFORMITE	Acquisition et renouvellement du matériel et de l'outillage nécessaire à la gestion et à l'exploitation	X	
	Dés lors qu'ils ne relèvent pas des grosses réparations selon l'article 606, le Preneur devra effectuer à ses frais, tous travaux qui pourraient être prescrits par les lois, les règlements ou les autorités administratives, lors de l'entrée en jouissance ou en cours de bail, aux fins notamment de permettre l'utilisation des Locaux Loués et de l'immeuble, en conformité avec la réglementation et législation actuelle ou future, quelle que soit la nature des prescriptions administratives (hygiène, sécurité, législation du travail, accessibilité, etc...), et notamment l'accessibilité handicapée, le désamiantage, le retrait du plomb, l'amélioration énergétique et environnementale, le traitement contre les insectes xylophages.	X	
ASSURANCES	Les primes d'assurance et de responsabilité civile acquittées par le Bailleur portant sur les Locaux Loués et l'ensemble immobilier, et par exemple sans que cette liste ne soit limitative, les assurances incendie et explosion, vandalisme et bris de glace, responsabilité civile, dégâts des eaux, etc.	X	
	Les honoraires et frais de courtage.	X	
TAXES ET IMPOTS	L'impôt foncier dans toutes ses composantes, en ce compris la taxe de balayage, d'enlèvement des ordures ménagères, les droits y afférents, frais et autres.	X	
	Plus généralement les taxes locales, contributions, ou redevances diverses à payer au titre de régies municipales, afférentes à l'immeuble ou l'ensemble immobilier.	X	
TAXES ET IMPOTS	Les taxes sur les bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement applicables en Ile-de-France.	X	

	et plus généralement, tous impôts, taxes, redevances, contributions et charges assis ou à asseoir sur les Locaux Loués ou l'immeuble présents et/ou qui existent ou qui pourraient être créés ultérieurement et liés à l'usage du local ou de l'immeuble ou à un service dont le locataire bénéficie directement ou indirectement sous quelque forme et à quelque titre que ce soient, notamment en remplacement ou en supplément de ceux ci-dessus visés, et par exemple les taxes environnementales, sur les parkings...	X	
	Les impôts, notamment la contribution économique territoriale, taxes et redevances dont le redevable légal est le bailleur ou le propriétaire du local ou de l'immeuble		X
DECHETS	Les frais d'élimination et de tri des déchets communs, s'il y a lieu,	X	
FRAIS, SALAIRES ET HONORAIRES DES PRESTATAIRES EXTERNES	Les frais de main-d'œuvre, salaires, charges sociales et fiscales du personnel affecté à l'immeuble ou à l'ensemble immobilier, chargé de la surveillance, de réparation, de la sécurité et du gardiennage, de l'exécution des tâches concernant des services ou des prestations, de l'entretien et de la propreté des Locaux Loués et de l'ensemble immobilier, ainsi que tout le personnel suppléant ou intérimaire,	X	
	Rémunération des entreprises extérieures affectées à différentes tâches	X	
	Les frais relatifs au service d'un standard téléphonique et de toutes autres installations de télécommunications, s'il y a lieu,	X	
	La rémunération du ou des mandataires chargés de la gestion, de la maintenance et de l'administration des ensembles immobiliers et des Locaux Loués, notamment les honoraires de gestion ou à défaut de gestion externe.		X
	Les frais de diagnostics et contrôles de toute nature portant sur l'ensemble immobilier qu'ils relèvent de réglementations ou législations présentes ou futures,	X	
(1) Article 606 du Code civil : Les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières. Celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier. Toutes les autres réparations sont d'entretien.		X	



**FONCIA ANNEXE 2 - ETAT RECAPITULATIF DES TRAVAUX REALISES DANS LES 3 ANNEES
PRECEDANT LA SIGNATURE DU BAIL ou DU RENOUVELLEMENT
ETAT PREVISIONNEL DES TRAVAUX A REALISER DANS LES 3 ANNEES
SUIVANT LA SIGNATURE DU BAIL ou DU RENOUVELLEMENT**

Bailleur : FONCIA TOULON, **S.A.S.** immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de **TOULON** sous le numéro **308174523**, dont le siège social est situé 560 AVENUE DU MARECHAL FOCH 83000 TOULON titulaire de la carte professionnelle n° G **CPI 83052016000009578**. délivrée par la préfecture du **VAR** assurée en responsabilité civile professionnelle par **GALIAN - 89 RUE DE LA BOETIE PARIS** agissant en vertu d'un mandat inscrit au registre des mandats sous le numéro **18365**, représentée par Cédric BOURRIE, Président, lui-même représenté aux fins des présentes par Nora LACHESNAIS, Directrice de Gestion Locative, et agissant en qualité de mandataire de l'Indivision FELUT.

Preneur : La METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANNEE, domiciliée 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON cedex, représentée en la personne de Président Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la décision du Bureau Métropolitain n°

Adresse des lieux loués : **ILOT B, 12 QUAI SATURNIN FABRE, 83500 LA SEYNE SUR MER**

N° des lots loués : **Lot N°5.**

Date d'effet du renouvellement de bail : 01/04/2022

I - ETAT RECAPITULATIF DES TRAVAUX REALISES DANS LES 3 ANNEES PRECEDANT LA SIGNATURE DU BAIL

Il est précisé qu'il s'agit exclusivement des travaux dont il a connaissance au jour de la signature du bail et auxquels il a participé financièrement.

Année	Nature des travaux	Montant
	NEANT	

**II - ETAT PREVISIONNEL DES TRAVAUX QUE LE BAILLEUR ENVISAGE DE REALISER DANS LES 3 ANNEES
SUIVANT LA SIGNATURE DU BAIL**

Année	Nature des travaux	Montant prévisionnel
	NEANT	

Il est précisé qu'il s'agit exclusivement des travaux dont le Bailleur a connaissance au jour de la présente. Dans l'hypothèse où de nouveaux travaux seraient programmés postérieurement à la présente, le bailleur en informera le Preneur. Les travaux visés pourront évoluer, ce que le Preneur accepte.

Le Bailleur ou tout tiers (notamment la copropriété) sont libres de ne pas réaliser les travaux précités, s'agissant d'une simple faculté.



**ANNEXE 3 – REPARTITION DES CHARGES – IMPÔTS – TAXES – REDEVANCES
COÛT DES TRAVAUX**

N° de lot	Type de lot	Type de charges	Base immeuble	Base ensemble des locataires du bailleur	Tantièmes du lot
5	Local	Charges communes générales Taxe Foncière	100 000 Surface cadastrale	1117	1117